

ENJEU SÉCURITÉ - Syrie (dec.2024, jan 2025) : sur le terrain, triomphe du projet néo-ottoman

DEPUIS début décembre 2024, les médias occidentaux/européens informent mal sur le séisme du Proche-Orient, se bornant d'usage à reprendre ce qu'énonce l'administration sortante de Washington (en mode néo-conservateur) ; parfois aussi, l'Ukraine-Zelensky. Or l'opinion publique française mérite d'être informée sur ces événements qui marqueront les décennies à venir. Partant de sources et forces actives sur le terrain, voici donc une chronologie des évolutions proche-orientales ; rapide car bien sûr, il faudrait un livre entier pour suivre toute l'affaire dans ses détails.

- **Ankara, novembre 2024** : ce qui alors débute en Syrie est longuement préparé par R. T. Erdogan, son durable chef des services spéciaux (le MIT), Hakan Fidan (depuis juin 2023 ministre des Affaires étrangères) et Ibrahim Kalin, son successeur au MIT. Dès 2012, début de la guerre civile en Syrie, l'armée turque occupe la zone frontière d'Idlib (± 6 000 km²), qu'elle connaît comme sa poche : là réside le gros des rebelles syriens et s'opère le séculaire trafic entre mondes turc et arabe. Là, le MIT et ses milices envoie des centaines de jeunes islamistes étudier dans les universités turques. Dès 2016, sur "conseil" turc, al-Qaïda en Syrie rompt avec sa centrale et prend un nom sans écho islamique : "Organisation pour la libération de l'Orient", *Hayat Tahrir al-Sham* (HTS). Ainsi, dit un expert, le pouvoir installé à Damas à la mi-décembre 2024 est truffé de cadres que Hakan Fidan, alors patron du MIT, a "choisi un par un" ; tous parlent turc aussi bien qu'arabe.

- **Dès novembre 2024**, avant l'assaut sur Damas, les Russes négocient avec HTS ; alors que Bachar al-Assad demande à voir V. Poutine : refus ; la décision de le "débrancher" est sans doute prise. Comment l'établir ? Quand les rebelles syriens foncent d'Idlib sur Alep (27 novembre) l'aviation russe les bombarde ; mais, notent des observateurs, seules les colonnes de moudjahidine de l'ex-URSS ("Ajnat al-Kavkaz") ou de la Chine (islamistes ouighours) sont frappées - celles de HTS avancent indemnes. Aussi, le caïd tchéchène Ramzan Kadyrov, voix de l'islam politique en Russie, exige le retrait de HTS de la liste des entités terroristes...

- Réunis au Qatar (1e et 2 décembre) les ministres des Affaires étrangères de Russie, Turquie et Iran, dépêchent la Syrie de Bachar. Celui-ci est alors "débranché" par deux piliers de son régime : son propre frère, Maher al-Assad, général commandant la 4e division blindée vouée à protéger le pouvoir ; et le puissant Ali Mamlouk, durable patron-coordonateur des services spéciaux du régime. Exfiltrés de Damas par des hélicoptères des commandos russes vers la base de Hmeimin, Bachar et sa famille s'envolent pour Moscou.

- **Le 3 décembre**, Erdogan a longuement Poutine au téléphone - exclu, disent les experts, qu'il lui cache l'offensive du lendemain ; bien plutôt, on se concerta pour la suite. Signe que tout est arrangé : la Chine est muette ; la Ligue arabe, aux abonnés absents ; même à Moscou, tout le personnel reste en poste dans les ambassades de Syrie, seul change le drapeau à l'entrée.

- **Le 4 décembre**, assaut de HTS vers le sud, l'armée syrienne recule sans tirer un coup de canon, céda ville après ville jusqu'à Damas.

- **Le 8 décembre**, Erdogan déclare aux cadres de son parti que Poutine et lui sont les derniers grands géopoliticiens et que sous peu, le monde sera sidéré de ce qu'il advient au Levant...

- **Le 12 décembre**, Ibrahim Kalin, chef du MIT, arrive à Damas et fonce prier à la mosquée des Omeyyades, pôle spirituel majeur du Levant : depuis trois millénaires, temple araméen du dieu Hadad, puis cathédrale byzantine ; enfin, mosquée sunnite - mais tolérante, car abritant la tombe de Saint-Jean-Baptiste. L'empire ottoman est de retour...

- **Le 13 décembre**, Hakan Fidan reçoit (fraîchement) Anthony Blinken, ministre sortant des Affaires étrangères de Joe Biden : qu'il laisse faire les grands - et bons vœux pour sa retraite...

- **Mi-décembre** : le partage est fait : Erdogan contrôle la Syrie utile, de sa frontière à Damas ; il pourra chasser du nord-est du pays les milices kurdes alliées de Washington ; le djihadiste en costume-cravate Ahmed al-Shara (Abu Mohamad al-Jolani), nouveau maître de Damas, regarde ailleurs quand l'armée d'Israël occupe jusqu'à Kuneïtra le plateau du Golan : peut-être, l'accord de dépeçage de la Syrie de Bachar comptait-il un partenaire muet...

Et Moscou, dans ce tourbillon syrien ? À son sujet, les médias européens ont tout faux :

- à Damas même, dès leur arrivée, des miliciens de HTS protègent l'ambassade de Russie qui n'est pas pillée, comme celle de l'Iran,

- Au canton alaouite, le pont aérien (10-15 décembre) de la base russe de Hmeïmin ne concerne pas le personnel russe, mais rapatrie vers Téhéran 4 000 Gardiens de la révolution, que les maîtres de Damas ont gentiment escortés à travers leurs lignes, pour faciliter l'opération...

- Jolani annule le seul contrat de gestion du port de commerce de Tartous par une société russe, signé en 2019 côté syrien par Maher al-Assad, frère de Bachar. Donc le nouveau régime veut un nouveau contrat. Cela n'affecte pas l'usage des deux bases militaires où tout reste normal. Une négociation progresse, non sur la présence de ces bases, mais sur leur loyer.

- Deux fois récemment, des unités djihadistes (sous contrôle ou non) ont voulu investir Lattaquié et le canton alaouite : elles sont décimées par la "Division Tigre", force alaouite repliée sur place. Et durant l'offensive de HTS, les bases russes étaient restées calmes : pas un tir dans leur direction.

- Comme la Syrie est désormais sous la « Pax Turcica », l'armement lourd russe sur place, superflu, est transféré (air et mer) à la base russe d'al-Khadim, près de Benghazi, Libye. Là, l'objectif du Corps-Afrique russe (succession Wagner) est le Soudan voisin ; de loin le pays le plus stratégique du continent africain (frontières terrestres avec 7 autres pays... mer rouge, etc.) ET en pleine guerre civile... Là encore, attention à l'aveuglement...

- Le 20 décembre, le nouveau régime syrien envoie à Interpol une liste de 20 criminels de l'ancien régime, qu'il veut juger. Bachar al-Assad (réfugié à Moscou), n'est pas dans la liste... ■